

## Recherches sociographiques



# Projet de jeunesse : les débuts de *Recherches sociographiques*

Yves Martin

Volume 42, numéro 2, 2001

Mémoire de Fernand Dumont

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057452ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057452ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Martin, Y. (2001). Projet de jeunesse : les débuts de *Recherches sociographiques*. *Recherches sociographiques*, 42(2), 347–350. <https://doi.org/10.7202/057452ar>

# PROJET DE JEUNESSE : LES DÉBUTS DE RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES

## TÉMOIGNAGE

Yves MARTIN

On ne s'en étonnera guère chez ceux qui nous auront connus tous les deux : c'est sous le signe de l'écrit, ou plus précisément de l'imprimé, qu'a eu lieu la première rencontre entre Fernand Dumont et moi. Nous participions, au début d'août 1948, à la réunion annuelle de la Corporation des Escholiers griffonneurs à titre de délégués de nos journaux étudiants respectifs, *La Nouvelle Abeille* du Séminaire de Québec et *Le Copain* du Séminaire de Sherbrooke. D'emblée, l'avenir, le nôtre et celui de notre génération, a été le centre des conversations amorcées durant ces quelques jours. Celles-ci, presque constamment axées sur des projets à entreprendre ou à compléter, allaient durer un demi-siècle, au fil d'une amitié d'exception.

Nous nous sommes retrouvés deux ans plus tard, à l'automne 1950, comme étudiants à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Tout en collaborant l'un et l'autre activement à la feuille étudiante *Le Carabin*, nous n'avons pas tardé à reparler projets, pour réalisation dans l'immédiat ou à plus long terme. Nous avons ainsi convaincu le conseil étudiant de créer, en 1952, le Cercle Léon-Gérin. Un cercle d'études avait existé à la faculté en 1945-1946, sous la responsabilité de professeurs. Cette fois, l'initiative est celle des seuls étudiants, à telle enseigne que les professeurs n'étaient pas invités aux activités du cercle... Pour nous, disions-nous, « l'obligation existe de nous préoccuper des problèmes du milieu dans lequel nous vivons et, plus spécialement, du milieu canadien-français, qui est notre futur champ d'action ». Le cercle n'a sans doute pas connu la pérennité que nous lui souhaitions, mais il a permis, par exemple, de fructueuses rencontres avec des leaders tels Jean Marchand sur le syndicalisme ou Arthur Tremblay sur l'éducation et de stimulants échanges sur l'urbanisme avec Jean Cimon ou sur « le nationalisme canadien-français » avec Léon Dion.

Dès la première année passée ensemble à la faculté, nous avons, sans doute témérairement, envisagé le projet d'une revue étudiante resté sans suite. Jusqu'à la fin de nos études, à Québec puis à Paris, des projets de revue ont constamment refait surface, revue de type *Esprit* ou revue de sciences sociales, ou même de sociologie économique. En même temps que d'autres projets, dont celui d'un Institut des sciences de l'homme qui deviendra réalité en 1967 à l'instigation de Fernand sous le nom d'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, comme douze ans plus tard l'Institut québécois de recherche sur la culture (aujourd'hui l'INRS-Culture et Société).

Devenus collègues en septembre 1956, Fernand et moi avons presque aussitôt proposé au doyen de la Faculté des sciences sociales la création d'une revue publiée par la faculté (dans *Récit d'une émigration*, page 102, l'épisode est situé à la fin de 1959 : je regrette de n'avoir pas fait la vérification au moment opportun, lors de la révision du manuscrit). Le doyen accueille la suggestion et, le 23 janvier 1957, le secrétaire de la faculté, monsieur René Tremblay, m'adresse ainsi qu'aux collègues concernés une lettre dont je reproduis le texte :

Le Conseil de la Faculté, à sa dernière réunion, a décidé de créer un comité d'organisation d'une revue éditée par la Faculté.

Ce comité aura pour tâche, entre autres, de prévoir l'organisation matérielle de la Revue, d'en spécifier la structure et les exigences académiques.

Ce comité est constitué des personnes suivantes : M. Maurice Tremblay, président, M. Albert Faucher, M. Roch Valin, M. Yves Martin, Mlle Simone Paré, M. Fernand Dumont et M. Léon Dion.

De ce comité, dont je n'ai pas gardé trace des travaux, la discussion sur le projet de revue s'est déplacée à l'assemblée des professeurs. Après un débat étalé avec plus ou moins d'intensité sur plus de deux ans, ponctué de mémoires et de prévisions budgétaires retrouvés dans mes dossiers, « la proposition, note Fernand Dumont dans *Récit d'une émigration*, fut littéralement écartée sous divers prétextes. Tenaces comme on l'est à cet âge, nous avons suggéré à Falardeau de ramener le projet au département (de sociologie). Quelques heures après un coup de téléphone, le recteur Parent nous donnait le feu vert. [...] C'est ainsi que commença à paraître *Recherches sociographiques* en 1960 » (pages 102-103). Nous avons fait valoir au recteur, parmi d'autres motifs plus nobles, que la revue « ne coûterait pas cher » – elle serait miméographiée (hypothèse évoquée dès avril 1955 par Fernand dans le cahier où il consignait déjà des notes sur le *Projet d'un centre de recherches sociologiques* – peut-être imaginaire). La revue serait même « rentable » en raison des nombreux échanges que nous allions instituer avec d'autres revues de sciences humaines (objectif assez tôt atteint dans les faits).

Notre ténacité serait demeurée vaine, je tiens à le souligner, sans l'intervention convaincante de notre directeur, Jean-Charles Falardeau. Devenus ses collègues, nous continuions à bénéficier de l'appui qu'il avait manifesté à notre endroit pour

nous faciliter l'accès à des études à l'étranger et, dans mon cas tout particulièrement, l'intégration au corps professoral de la faculté, le destin de Fernand à cet égard étant arrêté à toutes fins utiles dès son arrivée à la faculté comme étudiant. Falardeau s'était fait, je crois opportun d'en témoigner aujourd'hui, le discret complice de nos ambitions communes, peut-être même de celles que rappelle Fernand dans ses mémoires : « Le plus sérieusement du monde, nous nous partageons les tâches futures : à lui, la démographie et la morphologie sociale ; à moi, les représentations collectives, la culture, la critique des sciences » (*Récit d'une émigration*, p. 81). Falardeau savait par ailleurs que nous n'étions pas toujours aussi sérieux...

Auprès de nos collègues qui, à juste titre, avaient manifesté des réserves sur la création éventuelle d'une nouvelle revue à caractère théorique, compte tenu du nombre de publications de cette nature alors déjà existantes (*Cahiers internationaux de sociologie*, *American Sociological Review*, etc.), nous avons invoqué le parti pris de consacrer la revue exclusivement à l'étude empirique de la société québécoise (alors « canadienne-française »), son titre même – d'inspiration durkheimienne, comme il se devait – étant garant de l'orientation retenue. Nicole Gagnon a parfaitement synthétisé ces intentions de départ :

Consacrée aux travaux de recherche sur le Canada français, la revue sera néanmoins multidisciplinaire dans son contenu, car la sociologie n'a-t-elle pas, « de par son destin et de par sa nature, une inéluctable fonction de polarisation et d'intégration » (Falardeau, allocution de lancement, 17 mai 1960). Dans l'esprit des fondateurs, cette formule n'est toutefois qu'une étape : « Nous pensons qu'il sera possible, dans quelques années, de publier une revue intégralement sociologique. Mais notre présent projet nous paraît correspondre à une phase nécessaire dans l'avancement de la sociologie au Canada français. » [...] Dans l'idée de Fernand Dumont, il s'agit [...] de construire un milieu scientifique autour d'une institution, d'où il soit possible d'accéder à une authentique universalité. « L'intention de rejoindre la pensée la plus universelle devrait être accompagnée, comme d'une condition d'authenticité, de la connaissance progressive du milieu social d'où le théoricien émerge » (projet soumis au comité de rédaction, 28 octobre 1959). (GAGNON, 1988, p. 104.)

Ainsi l'objectif était bien circonscrit et clairement formulé : la connaissance du Canada français – bientôt du Québec – comme société globale, sous tous ses angles. Il s'agissait de stimuler cette connaissance par la publication d'articles originaux, mais aussi par le compte rendu aussi exhaustif que possible des ouvrages de toutes origines disciplinaires sur la même réalité. L'importance donnée à la section « comptes rendus » était un choix délibéré, d'inspiration durkheimienne sans doute lui aussi, étant le fait de lecteurs passionnés de *L'Année sociologique* de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aussi bien que des séries plus contemporaines. *L'Année* avait l'ambition, qu'on a dite impériale, de faire la revue critique de la production universelle en sciences humaines; notre impérialisme se limitait au Québec...

Après deux années seulement, la revue prit du galon, passant du stencil à la composition typographique dans une tenue de qualité portant la marque de la

maison Charrier et Dugal, alors l'imprimerie la plus réputée à Québec. Si son statut s'est assez tôt affirmé dans l'univers des sciences humaines tout au moins au Québec, on le doit pour une bonne part à la décision, prise sous son égide, de tenir des colloques réunissant des chercheurs de diverses disciplines et de plusieurs universités. Le premier, *Situation de la recherche sur le Canada français*, a marqué un moment important de l'évolution des sciences sociales au Québec. D'autres ont suivi sur la littérature, le pouvoir, l'urbanisation.

Quand j'ai quitté l'université pour me joindre à la fonction publique en 1964, la revue était lancée et sans doute bien lancée puisqu'elle poursuit sa carrière depuis maintenant 40 ans. Pour ma part, je tire beaucoup de fierté d'avoir été associé de très près, avec Jean-Charles Falardeau et Fernand Dumont, à la fondation d'une revue devenue aujourd'hui, il n'est pas exagéré de l'écrire, une institution. L'expérience des débuts a été exigeante, mais elle a surtout été emballante. C'était au temps, peut-être exceptionnel, où il était ici possible comme jamais auparavant que deviennent réalités des projets de jeunesse.

Yves MARTIN

### BIBLIOGRAPHIE

GAGNON, Nicole

- 1988 « Le Département de sociologie 1943-1970 », dans : Albert FAUCHER (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval. L'histoire de la Faculté des sciences sociales, 1938-1988*, Sainte-Foy, Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, 75-130.